

**RAPPORT N° 2025/3-40**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 26 juin 2025**

**OBJET : ASSURANCE DOMMAGE AUX BIENS IMMOBILIERS, MOBILIERS AINSI QUE DES EQUIPEMENTS SPECIALISES & BIENS SPECIFIQUES DE LA CINOR - PERIODE 2025-2029**

**DECLARATION D'INFRUCTUOSITE**

La CINOR a publié au niveau européen une consultation portant sur l'assurance dommages aux biens listés ci-dessous :

► **Lot 1 : Biens immobiliers, mobiliers ainsi que des équipements spécialisés**

► **Lot 2 : Biens spécifiques (notre assureur habituel, GROUPAMA nous avait signifié ne plus vouloir assurer ces 3 types de bien, d'où la constitution d'un lot spécifique pour ces 3 équipements) :**

- Equipements MAPERINE (Port Intercommunal de Sainte-Marie)
- Centre Culturel Intercommunal de l'Ilot Jeumon – CITE DES ARTS (l'exploitant n'a qu'une assurance « Responsabilité Exploitant » et non dommages aux biens)
- DECHETTERIE DU MOUFIA (les autres déchetteries sont assurées par l'exploitant)

Les garanties incluent pour chaque lot : Incendie, explosion et implosion, Chute de la foudre, tempêtes, Fumées, Choc d'un véhicule terrestre ou d'appareil de navigation aérienne et d'engins spatiaux, Dommages électriques et dommages liés aux biens informatiques, Dégâts des eaux, Vol, Bris de glaces et bris vitraux, Les Catastrophes naturelles, les grèves, émeutes, mouvement populaire, vandalisme, terrorisme, sabotage et attentats, Effondrement de tout ou partie d'immeuble, Protection juridique (garantie défense et recours)

**Type de marché :** service

**Date limite de remise des offres :** 04 juin 2025 à 12h00 (heure locale)

A la date limite de remise des offres, il a été constaté :

- Pour le LOT 1 : Une seule offre a été remise, celle de GROUPAMA, pour un montant annuel de 333 182, 84 euros TTC
- Pour le LOT 2 : aucune offre remise

Pour 2025, le budget, pour l'ensemble des branches d'assurance (flotte automobile, responsabilité civile et dommages aux biens) s'élève à **250 000 euros TTC**

Le montant déjà engagé pour cette année est le suivant : **187 100, 18 euros**

Dans un contexte très difficile, il est porté à votre connaissance que bon nombre de Collectivités ne trouvent pas d'assureur pour ce type de garantie, l'infructuosité de la plupart des appels d'offres s'expliquant par le contexte national qui a fortement impacté le marché des assurances (aléas climatiques, émeutes, inflation générant une explosion des coûts des matériaux...).

Dès lors, de moins en moins d'assureurs sont enclins à assurer les collectivités territoriales, et cette raréfaction des prestataires a pour conséquence une plus forte exigence des directions techniques des opérateurs restant sur le marché, avec un impact direct sur les offres assurantielles :

- augmentations drastiques des franchises
- conditions techniques plus strictes,
- évolution à la hausse des cotisations ;

Dans un tel contexte certaines collectivités doivent avoir recours à l'auto-assurance en l'absence de prestataire souhaitant couvrir le risque.

Après 3 consultations infructueuses, nous avons enfin réceptionné une offre, avec cependant un coût substantiellement réhaussé (90 000 euros de prime annuelle lors des années précédentes, près de 330 000 euros de prime annuelle proposés par la seule compagnie ayant soumissionné).

Le sourcing effectué de plusieurs prestataires et la consultation de ces derniers (CFA, Verspieren, Willis Towers Watson France, Nova assurances, Isautier, ASSURFI, etc.), n'a pas permis de recevoir au moins 2 offres concurrentes.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-40-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception en préfecture : 09/07/2025

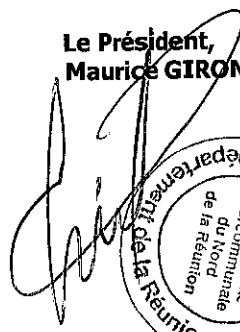
Aussi, il est proposé de déclarer infructueux la présente procédure d'appel d'offres et de recourir, pour le lot 1 :

- Soit à une nouvelle procédure d'appel d'offres (VERSPIEREN nous assure pouvoir cette fois ci remettre une offre)
- Ou soit à la négociation directe avec GROUPAMA, sur la base des dispositions de l'article R2124-3, 6 du code de la commande publique, en vue de faire diminuer le montant de la prime annuelle.

Pour le lot 2 (aucune compagnie d'assurance ne souhaite assurer ces biens), il est possible de recourir également à une négociation directe sur la base des dispositions de l'article R2122-22 du code de la commande publique, lorsqu'aucune offre n'est réceptionnée. Si toute fois aucune offre n'est réceptionnée à l'issue d'une dernière tentative de consultation, une auto-assurance serait à envisager

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Communauté  
Intercommunale  
du Nord  
de la Réunion  
C.I.N.O.R.

**DECISION N° 2025/3-40  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 26 juin 2025**

**OBJET : ASSURANCE DOMMAGE AUX BIENS IMMOBILIERS, MOBILIERS AINSI QUE DES EQUIPEMENTS  
SPECIALISES& BIENS SPECIFIQUES DE LA CINOR - PERIODE 2025-2029**

**DECLARATION D'INFRUCTUOSITE ET RELANCE EN NEGOCIE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-40 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-40-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1 :**

De déclarer infructueux la présente procédure d'appel d'offres

**ARTICLE 2 :**

De décider de recourir :

- Pour le lot 1, soit à une nouvelle procédure d'appel d'offre ou soit à une négociation directe avec GROUPAMA (AU CHOIX), sur la base des dispositions de l'article R2124-3, 6 du code de la commande publique
- Pour le lot 2, à la négociation directe sur la base des dispositions de l'article R2122-22 du code de la commande publique, lorsqu'aucune offre n'est réceptionnée.

Nombre de votants : 13

Suffrages exprimés : 13

Vote pour : 13

Vote contre : 00

Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIN 2025

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**

